Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 15385
30 septembre 2021

Le harcèlement des dirigeants politiques indépendantistes catalans et des partisans de l'indépendance doit prendre fin

Déclaration écrite n° 728

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit:

Nous sommes profondément préoccupés par la répression des partisans de l'indépendance, qui a débuté en 2017 et se poursuit aujourd'hui.

Le président catalan Puigdemont (membre du Parlement européen élu) a été récemment arrêté en Italie, à l'aéroport d'Alghero, à la suite d'un mandat d'arrêt européen.

La stratégie judiciaire de la Cour suprême d'Espagne compromet le principe de solidarité entre les membres de l'espace de l'Union européenne et porte atteinte aux droits humains fondamentaux. Elle a échoué en Allemagne, en Belgique, en Écosse et, espérons-le, en Italie.

L'Assemblée parlementaire a reconnu par le passé que le recours à l'extradition ou à la levée irrégulière de l'immunité ne devait pas être utilisé de manière abusive pour faire taire les initiatives dérangeantes.

En outre, il importe que nous nous appliquions à protéger et à promouvoir un discours non violent, aussi dérangeant soit-il, dans la mesure où son incrimination ne fait qu'aviver les blessures actuelles, au détriment de nos valeurs.

Les institutions européennes ne doivent par conséquent plus chercher à éluder ce débat, y compris celui de l'autodétermination, et doivent recourir aux moyens dont elles disposent pour garantir la représentation parlementaire.

Nous appelons les autorités espagnoles à renoncer immédiatement aux mandats d'arrêt européens et demandes d'extradition en cours à l'encontre de l'ensemble des responsables politiques catalans en exil.

Nous encourageons l'octroi d'une amnistie à toutes les personnes qui font l'objet d'un harcèlement judiciaire et l'engagement de négociations politiques sérieuses, en vue de parvenir à une solution solide qui satisfasse les aspirations des Catalans, conformément aux recommandations adressées en juin dernier par l'Assemblée.

Signé (voir au verso)

Signé[1]*:*

CASTEL Laura, Espagne, GUE
AHEDO Nerea, Espagne, ADLE
AKBULUT Gökay, Allemagne, GUE
BAYR Petra, Autriche, SOC
BEN CHIKHA Fourat, Belgique, SOC
CALVET François, France, PPE/DC
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
FAMELLOS Sokratis, Grèce, GUE
GAVAN Paul, Irlande, GUE
GUNNARSSON Ólafur Þór, Islande, GUE
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
JALLOW Momodou Malcolm, Suède, GUE
KIVELÄ Mai, Finlande, GUE
LOUCAIDES George, Chypre, GUE
MARILOTTI Gianni, Italie, SOC
ÖZSOY Hişyar, Turquie, GUE
PRINGLE Thomas, Irlande, GUE
RAMPI Roberto, Italie, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SØNDERGAARD Søren, Danemark, GUE
UCA Feleknas, Turquie, GUE

Total = 21

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts